

APRÈS LA CRÉATION D'UNE BRIGADE ANTI-TAGS DIALOGUE ROMPU AVEC LA MUNICIPALITÉ ?

Associations de jeunes désabusés...

Regroupés sous l'égide de la Communauté d'intérêts «X», les jeunes skaters, rollers, kickboxers et membres de la scène hip-hop souhaitent créer un lieu d'expression propre à leurs mouvements. Mais alors que les négociations avec les autorités pour trouver les locaux adéquats étaient déjà bien engagées, l'annonce de la création d'une brigade anti-tags au sein de la Police municipale a quelque peu douche l'enthousiasme des adolescents...

Par
Catherine FAVRE

La Communauté d'intérêts «X», qui s'est constituée l'année dernière, est formée d'une dizaine de groupes de jeunes Biennois qui ont décidé d'unir leurs efforts pour créer un espace culturel encore à définir... On trouve au sein de la communauté «X» un groupe de skaters, rollers et amateurs de BMX réunis en association, laquelle est à la recherche d'un local pour remplacer le skatepark des Tréfileries qui est voué à la démolition. Parmi les autres groupes associés à ce projet, mentionnons aussi l'association X-Large se réclamant, elle, du mouvement hip-hop. C'est au total plus d'une centaine de jeunes âgés de 16 à 25 ans qui aspirent à fonder une véritable Maison de la culture alternative, établissement qu'ils se proposent de gérer eux-mêmes. A noter que la communauté a



Avec la démolition du bâtiment des Tréfileries, ce printemps, c'est un véritable lieu de ralliement que perdront les jeunes Biennois amateurs de sport in-line.

trouvé un soutien actif tant auprès du Secrétaire à la jeunesse, Michael Rüegg, que du commissaire Heinz Grossen, responsable de la sécurité à la Police municipale; alors que Eric Moser, travailleur social au Streetwork, encadre les jeunes dans leur entreprise.

La communauté d'intérêts a mené son

projet tambour battant jusqu'en décembre dernier. Plusieurs rencontres organisées avec les conseillers municipaux directement concernés par ce projet, y compris le directeur de la Police, semblaient avoir abouti à des résultats très encourageants. Mais en janvier, c'est la douche froide pour les jeunes qui ap-

premier par voie de presse que la Municipalité s'appête à empoigner le taureau par les cornes en mandatant la Police municipale pour élaborer un vaste dispositif de nettoyage de la ville en créant une brigade anti-tags. Sous la direction de l'ancien commandant des pompiers, un nouveau service municipal va se mettre en place, fin mars, avec pour objectif l'éradication des sprayages. La lutte contre l'affichage illégal et l'élimination sauvage des déchets étant également intégrée dans ces tâches de salubrité publique.

Dans ce contexte, il semble que toute coopération entre les autorités et les membres de la scène hip-hop soit largement compromise. «Atterrés, complètement désabusés», pour reprendre les termes du travailleur social Eric Moser, tous les jeunes du hip-hop ont immédiatement pris leurs distances par rapport au projet qu'ils portaient pourtant à bout de bras depuis une année avec leurs camarades du skatepark. Comme le relève Eric Moser: «Ils sont en situation d'attente. L'annonce de la création d'une brigade anti-tags a créé un profond

Un local pour les skaters

En attendant que l'ambitieux projet d'une Maison de la culture alternative trouve un relais concret auprès des autorités, les jeunes skaters, qui seront privés dès ce printemps du bâtiment des Tréfileries qui leur servait de lieu de ralliement, recherchent activement un local de remplacement. Actuellement, ce sont près de cinquante adolescents qui se retrouvent chaque jour au skatepark, établissement que l'association Loud Minority a réussi à mettre sur pied et à gérer par ses propres moyens.

Espace de sport et de loisirs, le skatepark joue avant toute chose un rôle social primordial en tant que lieu de rencontre pour la jeunesse. Conscience de l'urgence, la Direction des sports a accepté de se faire le relais entre la Communauté d'intérêts «X» et les propriétaires d'un bâtiment qui pourrait ainsi être loué à titre provisoire. Il semble bien que les négociations aient en bonne voie. (cf)

malaise. Le fait de mettre dans le même paquet la lutte contre les sprayages et les ordures ménagères les a profondément blessés. Il faut savoir que les graffiti ne sont qu'une facette de la culture hip-hop qui trouve ses plus riches expressions dans la danse et la musique.

«Il est regrettable que le Conseil municipal ne fasse pas davantage preuve d'ouverture en essayant de comprendre les causes réelles du malaise des jeunes, dont le sprayage n'est finalement qu'un symptôme. Bien sûr, il y a des limites à respecter. Mais ils ont démontré qu'ils étaient prêts à s'engager de façon positive dans des projets très constructifs pour l'ensemble de la communauté. Une très grande majorité d'entre eux se montraient extrêmement motivés; ils étaient prêts à prendre leurs responsabilités pour que le projet «X» puisse voir le jour dans un climat de dialogue indispensable avec les autorités.»

C.F.

Recrudescence des sprayages

Très concrètement, il semblerait que l'annonce de la création d'une cellule anti-tags au sein de la police ait immédiatement provoqué de nouvelles vagues de sprayages tous azimuts. Ce que Roland Ratten, à la tête du nouveau service de la police, confirme: «Il y a effectivement eu une augmentation des tags au lendemain de la conférence de presse qui était organisée à ce propos le 13 janvier. Mais il en est toujours ainsi lorsque ce problème est évoqué dans les médias. Je suis persuadé que la situation va

s'améliorer...» A la Cantonale où les plaintes contre les dommages à la propriété sont enregistrées, le chef de district Urs Liechi constate lui aussi «une nette recrudescence de ce type de délits. Nous avons enregistré 88 plaintes en janvier 98 contre seulement 31 en janvier 97. Mais ces chiffres doivent tout de même être relativisés dans le sens où l'opinion publique a été extrêmement sensibilisée au problème des tags ces derniers temps. Ce qui a certainement encouragé de nom-

breux propriétaires à porter plainte.»

A noter encore qu'affaire sera portée sur la scène politique lors des prochains débats du Conseil de ville, en mars. La parlementaire Monika Barth a en effet déposé une motion plaidant pour une réelle politique d'ouverture de la part des élus. La cantonnière de ville socialiste prend ainsi pleinement le complot des multiples interventions parlementaires déposées ces derniers temps et qui exigent du Conseil des mesures concrètes et immédiates pour «une ville propre». (cf)